

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 Versailles

Versailles, le 07/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ETABLISSEMENTS MORELLEC**

124 RUE JEAN MERMOZ  
78130 Les Mureaux

Code AIOT : 0006503401

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2025 dans l'établissement ETABLISSEMENTS MORELLEC implanté 124 RUE JEAN MERMOZ 78130 LES MUREAUX. L'inspection a été annoncée le 07/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ETABLISSEMENTS MORELLEC
- 124 RUE JEAN MERMOZ 78130 LES MUREAUX
- Code AIOT : 0006503401
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MORELLEC exploite depuis 1965 une installation de traitement de surface à caractère artisanal. Ses clients sont notamment dans le domaine de la chaudronnerie, de l'aéronautique ou du médical.

L'installation a été autorisée par arrêté préfectoral le 22 mai 2001.

Les activités exercées relèvent du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2565 (traitement de surface) de la nomenclature des ICPE et sont notamment encadrées par les arrêtés suivants :

- arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires en date du 22 février 2011 qui abroge les prescriptions des arrêtés antérieurs ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 13 juillet 2012 réglementant la démarche RSDE ;
- arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 ou de la rubrique n° 2565 de la nomenclature des ICPE.

L'installation, située à la lisière d'une zone pavillonnaire, présente des enjeux chroniques (pollutions aqueuse et atmosphériques liées à l'utilisation de substances dangereuses) et accidentels (incendie).

Actuellement, 9 personnes travaillent sur place, avec des activités en semaine (lundi au jeudi).

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste relative aux produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface
- Eaux souterraines
- REACH

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	VLE des rejets aqueux en sortie de traitement de l'atelier de TS	Arrêté Préfectoral du 22/02/2011, article 4.4.1.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Suivi de la qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 22/02/2011, article 4.5.2.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Prescriptions complémentaires, Demande d'action corrective	3 mois
3	Suivi de la qualité des eaux d'exhaure	Arrêté Préfectoral du 22/02/2011, article 4.5.2.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Prescriptions complémentaires	3 mois
4	Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 22/02/2011, article 7.2	/	Demande d'action corrective	3 mois
6	Valeurs limites de	Arrêté Préfectoral	/	Demande d'action	4 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	rejet des effluents de l'atelier traitement de surface	du 22/02/2011, article 3.2.2 et 3.3		corrective	
7	Fiches de données de sécurité et REACH	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 37 et 66	/	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Fréquence de contrôle des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 22/02/2011, article 3.4.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
8	Moyens de lutte contre l'incendie - vérification périodique	AP Complémentaire du 22/02/2011, article 7.7.2 et 7.7.3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les campagnes de suivi de la qualité des eaux souterraines n'ont pas été réalisées en 2025 avec la périodicité fixée par l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) du 22/02/2011. L'exploitant a pris contact avec le laboratoire en charge des analyses afin de permettre la réalisation des mesures en 2026 avec la périodicité trimestrielle prescrite.

Les installations de pompage n'étaient pas en fonctionnement au moment de la visite des installations mais ont pu être remises en marche. Les campagnes de suivi de la qualité des eaux souterraines indiquent une dégradation de l'efficacité de l'installation de pompage, et l'inspection propose la réalisation d'un bilan quadriennal du suivi des eaux souterraines et d'un plan de gestion pour une zone (zone des anciens puisards) où des diagnostics précédents indiquent des impacts.

L'exploitant utilise une substance soumise à autorisation selon le règlement REACH sur son site (chrome VI). Il doit s'assurer que le ou les usage(s) de cette substance correspond(ent) à une autorisation délivrée et doit le cas échéant entreprendre les démarches visant à régulariser sa situation vis-à-vis des exigences de ce règlement.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Valeurs Limites d'Emission (VLE) des rejets aqueux en sortie de traitement de l'atelier de TS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/02/2011, article 4.4.1.1																
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux																
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 31/01/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 25/11/2024</li></ul>																
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Non conformité relevée lors de l'inspection du 31/01/2024 (point de contrôle n°4) : « Les campagnes de contrôles des rejets aqueux mettent en évidence des dépassements en zinc sur les campagnes de mars, juin et novembre. »</p> <p>Art 4.4.1.1 de l'AP du 22/02/11 :</p> <p>« Les mesures et analyses des rejets dans l'eau sont effectuées avant rejet en amont des éventuels points de mélange avec d'autres effluents chargés ou non de produits toxiques.</p> <p>Le pH est compris entre 6,5 et 9. Le débit est limité à 30m3/j.</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter avant rejet dans le milieu récepteur considéré les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :</p>																
<table border="1"><thead><tr><th>Paramètre</th><th>Concentration moyenne journalière maximale (mg/l)</th></tr></thead><tbody><tr><td>MES</td><td>30</td></tr><tr><td>DCO</td><td>150</td></tr><tr><td>Azote globale</td><td>150</td></tr><tr><td>F (fluor)</td><td>15</td></tr><tr><td>P total (phosphore)</td><td>50</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux</td><td>1</td></tr><tr><td>Tributylphosphate</td><td>4</td></tr></tbody></table>	Paramètre	Concentration moyenne journalière maximale (mg/l)	MES	30	DCO	150	Azote globale	150	F (fluor)	15	P total (phosphore)	50	Hydrocarbures totaux	1	Tributylphosphate	4
Paramètre	Concentration moyenne journalière maximale (mg/l)															
MES	30															
DCO	150															
Azote globale	150															
F (fluor)	15															
P total (phosphore)	50															
Hydrocarbures totaux	1															
Tributylphosphate	4															

CN (aisément libérables)	0,1
Cr VI (chrome VI)	0,1
Cr total	1
Fe (fer)	5
Al (aluminium)	5
Ni (nickel)	0,5
Cu (cuivre)	0,5
Zn (zinc)	2
Ag (argent)	0,5
Sn (étain)	2
AOX	1
Cd (cadmium)	0,2
Hg (mercure)	0,05
Pb (plomb)	0,5

Les valeurs limites d'émission en concentration sont des valeurs moyennes journalières.»

#### **Constats :**

L'inspection constate que les déclarations GIDAF ont été réalisées jusqu'en juin 2025 inclus.

Lors de l'inspection du 10/12/2025, l'exploitant a présenté le rapport d'analyses réalisé par le laboratoire Analy-co pour des prélèvements et analyses réalisés le 30/07/2025 (rapport d'essai n°DEI-2025-2213). Il précise que le laboratoire n'est intervenu qu'une seule fois pendant l'année 2025, et présente un courrier émis par le laboratoire en date du 9 décembre 2025 précisant que sur les quatre campagnes prévues en 2025, une seule a pu être réalisée, et proposant des dates en 2026 pour régulariser la situation (12-13 janvier, 09-10 février et 09-10 mars).

L'équipe d'inspection remarque toutefois que ces nouvelles dates ne correspondent pas à la fréquence de réalisation de l'autosurveillance prescrite par l'article 4.5.1.1 de l'arrêté préfectoral du 22/02/2011 susmentionné.

Par courriel du 15/12/2025, l'exploitant présente le rapport relatif à la campagne de prélèvements

de juillet 2025 (rapport Analy-co n°DEI-2025-2213) et précise les nouvelles dates prévues pour les campagnes de 2026 (12-13 janvier, 9-10 avril, 6-7 août).

La campagne précédente a été réalisée par le même laboratoire agréé en juillet 2024 et en mai 2024 selon les documents présentés à l'inspection par l'exploitant lors de l'inspection.

Pour la campagne de juillet 2025, les prélèvements ont été réalisés au niveau du rejet en aval de la station physico-chimique des eaux industrielles du traitement de surface, en aval du traitement de l'eau de nappe (eau d'Exhaure en sortie des résines de traitement avant rejet) et au droit des piézomètres PZ1, PZ2, PZ3, PZ4 et Puits.

Lors de la visite des installations, l'équipe d'inspection n'a pas été en mesure d'identifier avec précision les points où le prélèvement des rejets en aval de la station physico-chimique / aval du traitement de l'eau de nappe sont réalisés par le laboratoire en charge des analyses, car ces deux rejets se rejoignent avant rejet dans le réseau des eaux usées communal.

Elle remarque toutefois que les mesures réalisées en juillet 2025 semblent avoir été réalisées en amont des éventuels points de mélange avec d'autres effluents, car même si l'ensemble des eaux industrielles est rejeté au point de rejet n°1 (rejets aval de la station physico-chimique et rejets aval du traitement de l'eau de nappe), l'analyse sur 24 h des débits indique des débits nuls au niveau de la station physico-chimique à certains moments de la journée (notamment lorsqu'il n'y a pas d'activité sur le site, période de nuit et à midi) et qu'il est indiqué dans le rapport que "Durant l'intervention, la station de détoxification ainsi que le traitement de l'eau de nappe fonctionnaient normalement", alors que le fonctionnement du traitement de l'eau de nappe est réalisé en continu. Par ailleurs, le rapport présente une comparaison entre le débit relevé sur le débitmètre pendant le prélèvement 24h et la différence de relevé d'index sur le compteur d'alimentation en eau, et indique que "le débit relevé sur le débitmètre en place correspond à la différence de relevé d'index sur le compteur d'alimentation en eau."

Les propositions de l'inspection concernant ce point susmentionné (identification des points de prélèvements sont précisées dans les conclusions du point de contrôle n°2 ci-après).

Pour les eaux industrielles (rejets aval de la station physico-chimique), le rapport relève des dépassements pour :

- Cyanures aisément libérables : 0,11 mg/l pour une valeur limite (VLE) de 0,1 mg/l ;
- Chrome VI : 0,36 mg/l pour une valeur limite de 0,1 mg/l ;

L'équipe d'inspection remarque par sondage que les rapports présentés pour les analyses réalisées en mai 2024 et en juillet 2024 ne relèvent pas de dépassements pour ces deux paramètres.

Par ailleurs, l'inspection remarque que le rapport d'analyses présenté analyse la présence de chlorure de méthylène (dichlorométhane), et que les concentrations relevées sont, en aval de la station physico-chimique du traitement de surface de :

- inférieure à 5 µg/L pour les campagnes du 30/07/2025, 24/07/2024 et 29/05/2024

L'exploitant précise qu'il n'utilise plus cette substance, et qu'elle a été retrouvée dans un produit utilisé pour le décapage il y a plusieurs années.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit poursuivre les déclarations de l'autosurveillance des rejets aqueux dans GIDAF.
L'exploitant doit s'assurer que l'ensemble des campagnes d'autosurveillance réalisées par un laboratoire agréé soit réalisée sur l'ensemble des paramètres prévus à l'article 4.5.1 de l'arrêté préfectoral du 22/02/2011 avec la périodicité prévue dans cet arrêté préfectoral.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 2 : Suivi de la qualité des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/02/2011, article 4.5.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Confinement des eaux souterraines
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 31/01/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 25/11/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Non conformité relevée lors de l'inspection du 31/01/2024 (point de contrôle n°6) :</p> <p>« Les campagnes de contrôle de la qualité des eaux souterraines de 2023 montrent une dégradation de l'efficacité de l'installation de pompage. Aucun plan de gestion des sources de pollution n'a été transmis. »</p> <p>Art 4.5.2.4 de l'AP du 22/02/11 : « Le dispositif de surveillance des eaux souterraines comprend les piézomètres dénommés PZ1, PZ2, PZ3, PZ4 et le puits de pompage (schéma de localisation annexé au présent arrêté).</p> <p>Des prélèvement et analyses sont réalisés trimestriellement (période des hautes eaux et période des basses eaux) sur chacun de ces points, par un laboratoire agréé.</p> <p>[...] »</p> <p>NC relevée lors de l'inspection de 2023 : « Les campagnes de contrôle de la qualité des eaux souterraines de 2022 montrent une dégradation de l'efficacité de l'installation de pompage. Aucun plan de gestion des sources de pollution n'a été transmis. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Comme mentionné au point de contrôle précédent, lors de l'inspection du 10/12/2025, l'exploitant a présenté le rapport d'analyses réalisé par le laboratoire Analy-co pour des prélèvements et analyses réalisés le 30/07/2025 (rapport d'essai n°DEI-2025-2213) et cette campagne a été la seule réalisée en 2025, alors que l'arrêté préfectoral prévoit des prélèvements et analyses des piézomètres trimestriellement (période des hautes eaux et période des basses eaux) sur chacun de ces points, par un laboratoire agréé (article 4.5.2.4 susmentionné).</p>



Le rapport relatif à la campagne de prélèvements de juillet 2025 (rapport Analy-co n°DEI-2025-2213) fait état de mesures réalisées au niveau des piézomètres :

- PZ2, PZ3, PZ4 et Puits
- PZ1 et PZ6 sont indiqués comme étant à sec.

La concentration en tétrachloroéthylène reste comprise entre 9,1 µg/l (PZ4) et 52,4 µg/l (puits) et la concentration maximale relevée en trichloroéthylène est de 1,7 µg/l (PZ3). La somme des concentrations en tétrachloroéthylène et trichloroéthylène est supérieure à la valeur fixée par l'arrêté du 11/01/07 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine.

La présence de chrome est également détectée dans des concentrations supérieures à celles de l'arrêté du 11/01/07 susmentionné (0,05 mg/l) :

- 0,367µg/l au droit de PZ3
- 0,156 µg/l au droit de PZ4
- 0,147 µg/l au droit du puits

Le rapport Analy-co n°DEI-2025-2213 présenté par l'exploitant ne présente qu'une détermination de l'efficacité du dispositif de confinement (100% d'efficacité pour le chrome VI, 2% pour les COHV). Cette présentation est présentée, comme ce qui a été constaté lors de l'inspection du 31/01/2024, sans interprétation des résultats (aucune comparaison des résultats avec les campagnes précédentes, aucune recommandation).

L'inspection constate par sondage que des dépassements de ces valeurs de référence pour le tétrachloroéthylène et pour le chrome sont aussi relevées lors des campagnes réalisées en 2024 (PZ1, PZ2, puits pour la somme tétrachloroéthylène et trichloroéthylène en mai 2024 et PZ3, PZ4 et Puits pour le chrome en mai 2024).

Par ailleurs, aucun plan de gestion de la pollution des sources de pollution situées dans la zone des anciens puits (proximité du sondage S7 identifié dans le rapport P7.01.002.0 du 9 octobre 2001 réalisé par la société ATE GEOCLEAN) n'a été transmis par l'exploitant. L'exploitant indique que des changements au niveau du bureau d'études en charge de cette étude sont à l'origine de ce retard. Pour rappel, ce plan de gestion a été demandé par courrier du 31 août 2017, la suite de la transmission d'un bilan de l'évolution de la pollution réalisé par la société Tauw France et référencé R-6106311BGD-V01 en date du 22 décembre 2015. En plus de ce plan de gestion, il a été demandé à l'exploitant de bien vouloir poursuivre le confinement de la nappe, le traitement des eaux d'exhaures ainsi que la surveillance trimestrielle des eaux souterraines et de réaliser une étude complémentaire concernant la pollution de la nappe.

Lors de la visite des installations, l'équipe d'inspection constate que :

- le dispositif de confinement n'était pas en fonctionnement au moment de l'arrivée de l'équipe d'inspection sur les installations. L'exploitant a pu le remettre en marche avant la fin de la visite des installations, mais n'était pas en mesure de préciser les causes de cet arrêt.
- le dispositif supposé permettre la mesure du débit et du pH des eaux d'exhaure n'était pas fonctionnel au moment de la visite des installations.
- la margelle du piézomètre PZ2 est cassée au moment de la visite des installations

Conclusions et propositions :

Considérant que l'arrêté du 22 février 2011 susvisé fixe des prescriptions concernant la surveillance de la qualité des eaux souterraines, avec notamment un dispositif de confinement de la pollution et une surveillance piézométrique ;

Considérant que les campagnes de contrôle de la qualité des eaux souterraines réalisées en 2024 et 2025 montrent une dégradation de l'efficacité de l'installation de pompage ;

Considérant les conclusions du bilan de l'évolution de la pollution réalisé par la société Tauw France et référencé R-6106311BGD-V01 en date du 22 décembre 2015 et la lettre préfectorale du 31 août 2017 demandant, en plus de la poursuite du confinement de la nappe, du traitement des eaux d'exhaures et de la surveillance trimestrielle des eaux souterraines et de la réalisation d'une étude complémentaire concernant la pollution de la nappe, la transmission d'un plan de gestion concernant le retrait des sources de pollution situées dans la zone des anciens puisards (proximité du sondage S7) en prenant en compte les techniques disponibles et leurs coûts économiques ;

Considérant que ce plan de gestion n'a pas été transmis par l'exploitant ;

Considérant que l'inspection a constaté lors des inspections du 31 janvier 2024 et du 10 décembre 2025 que les résultats des campagnes de contrôle de la qualité des eaux souterraines réalisées sont présentés sans une comparaison avec les campagnes précédentes, sans recommandations concernant le dispositif en place, etc. ;

Considérant que lors de l'inspection du 10 décembre 2025, l'inspection n'a pas été en mesure d'identifier précisément les points de prélèvement utilisés pour les analyses de l'autosurveillance réalisée par l'exploitant et par un laboratoire agréé ;

Considérant que l'identification précise des points de prélèvement des rejets permet de s'assurer de la qualité des différents traitements en place (dispositif de confinement, station physico-chimique, etc.) ;

L'inspection propose des prescriptions complémentaires à fixer l'exploitant :

a) Prescrire, dans un délai de 3 mois, une mise à jour du plan des réseaux de l'établissement, afin de permettre une identification précise des points de prélèvement des rejets prévus par l'arrêté préfectoral du 22/01/2011 (a minima pour les points en aval de la station de traitement des effluents de l'atelier traitement de surface, rejets du dispositif de confinement - eaux d'exhaure, eaux pluviales).

b) Prescrire, un bilan quadriennal concernant le fonctionnement du dispositif de confinement comprenant une analyse des derniers résultats de la surveillance des eaux souterraines (a minima sur les 4 dernières années (2023-2026) selon les données disponibles) à renouveler tous les 4 ans et un bilan de l'efficacité du dispositif de pompage à présenter avec le premier bilan quadriennal.

c) Prescrire, dans un délai de 6 mois, la réalisation d'un plan de gestion de la pollution des sources de pollution situées dans la zone des anciens puisards (proximité du sondage S7 identifié dans le rapport P7.01.002.0 du 9 octobre 2001 réalisé par la société ATE GEOCLEAN).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

<p>L'exploitant doit, dans un délai n'excédant pas 3 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• s'assurer du bon fonctionnement du dispositif de confinement (fonctionnement des pompes, du dispositif de mesure en continu du pH et du débit).</li> <li>• réparer la margelle du piézomètre PZ2 afin de protéger le piézomètre.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Prescriptions complémentaires, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Suivi de la qualité des eaux d'exhaure

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/02/2011, article 4.5.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 31/01/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 25/11/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Non conformité relevée lors de l'inspection du 31/01/2024 (point de contrôle n°5) :          "L'efficacité du traitement est très irrégulière. Au delà de la détermination de l'efficacité du dispositif, aucune interprétation des résultats n'est proposée (aucune comparaison aux campagnes des années précédentes, aucune recommandation)."</p> <p>Art. 4.5.2.3 de l'AP du 22/02/2011 :</p> <p>Les rejets du dispositif de confinement font l'objet d'une surveillance.          Les eaux d'exhaure du dispositif de confinement sont traitées si nécessaire et rejetées au réseau public des eaux pluviales. Elles doivent respecter les valeurs limites de rejet suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pH compris entre 6;5 et 9 ;</li> <li>- chrome hexavalent : 0.1 mg/l ;</li> <li>- organohalogénés volatils : 0.1 mg/l.</li> </ul> <p>Le pH et le débit sont mesurés en continu.          Un contrôle trimestriel des teneurs en chrome hexavalent et des COHV est réalisé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Comme mentionné aux points de contrôle précédents, lors de l'inspection du 10/12/2025, l'exploitant a présenté le rapport d'analyses réalisé par le laboratoire Analy-co pour des prélèvements et analyses réalisés le 30/07/2025 (rapport d'essai n°DEI-2025-2213) et cette campagne a été la seule réalisée en 2025, alors que l'arrêté préfectoral prévoit des prélèvements et analyses des piézomètres trimestriellement (période des hautes eaux et période des basses eaux) sur chacun de ces points, par un laboratoire agréé (article 4.5.2.4 susmentionné).</p> <p>Le rapport Analy-co n°DEI-2025-2213 présenté par l'exploitant ne présente qu'une détermination</p>

de l'efficacité du dispositif de confinement (100% d'efficacité pour le chrome VI, 2% pour les COHV). Cette présentation est présentée, comme ce qui a été constaté lors de l'inspection du 31/01/2024, sans interprétation des résultats (aucune comparaison des résultats avec les campagnes précédentes, aucune recommandation). L'équipe d'inspection remarque par ailleurs que l'exploitant a présenté deux autres rapports relatifs aux campagnes réalisées en 2024 (rapport n°DEI-2024-0675 pour l'intervention du 28 au 29 mai 2024 et rapport d'essais /n°DEI-2024-0913 pour l'intervention du 24 juillet 2024. [éléments indiqués en annexe confidentielle au présent rapport].

L'inspection note en particulier les éléments suivants (concentrations données en µg/l) :

	Campagne de mai 2024		Campagne de juillet 2024		Campagne de juillet 2025	
Paramètre	Puits (amont du traitement)	Eaux exhaures (aval du traitement)	Puits (amont du traitement)	Eaux exhaures (aval du traitement)	Puits (amont du traitement)	Eaux exhaures (aval du traitement)
Tétrachloro-éthylène (code SANDRE : 1272)	79	33	70	83	52,4	55 (ensemble des COHV, valeur du TCE non précisée).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les éléments présentés par l'exploitant ne permettent pas de répondre à la non-conformité relevée lors de l'inspection du 31/01/2024 : l'efficacité du traitement reste très irrégulière et les résultats sont présentés sans interprétation.

Le bilan du suivi proposé dans le point de contrôle précédent devra permettre de remédier à cette problématique et à déterminer l'efficacité du dispositif de traitement en place.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Prescriptions complémentaires

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 4 : Etat des stocks**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/02/2011, article 7.2

**Thème(s) :** Produits chimiques, Etat des stocks

**Prescription contrôlée :**

Art. 7.2 de l'AP du 22/02/2011 :  
" [...] L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour".

**Constats :**

Lors de l'inspection, l'exploitant présente à l'inspection son état des stocks mis à jour au 30/09/2025.

L'équipe d'inspection remarque que cet état des stocks répertorie les quantités dans l'inventaire des produits présents par fournisseur de produit. Cet état des stocks n'est pas complet :

- il ne liste pas tous les produits dangereux susceptibles d'être présents dans l'établissement. Lors de la visite des installations, l'équipe d'inspection constate la présence d'un flacon de cyanure de cuivre (5kg) et de 4 fûts de cyanure de potassium non listés dans l'état des stocks présentés, en plus de la bonderite 1200 qui contient du chrome VI et qui est utilisée dans le traitement de surface ;
- il ne mentionne pas les mentions de danger (phrases H indiquées dans les fiches de données de sécurité) des produits ;
- il ne mentionne pas le fait qu'une substance soumise à autorisation REACH est présente dans l'établissement (bonderite 1200, contenant du trioxide de chrome).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit mettre à jour son état des stocks afin de répertorier l'ensemble des produits dangereux susceptibles d'être présents dans l'établissement, les mentions de danger associées à ces produits le cas échéant.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 5 : Fréquence de contrôle des rejets atmosphériques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/02/2011, article 3.4.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, prévention de la pollution atmosphérique

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 31/01/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 25/10/2024

**Prescription contrôlée :**

Non-conformité relevée lors de l'inspection du 31/01/2024 (point de contrôle n°10) :

"Lors de l'inspection précédente, l'exploitant avait pourtant présenté un mail de l'APAVE relatif à la programmation d'un contrôle en 2023. Néanmoins, ce contrôle n'a pas été réalisé. La fréquence annuelle de contrôle n'est pas respectée."

Art. 3.4.2 de l'AP du 22/02/2011 :

"Un contrôle des émissions, pour les paramètres visés au chapitre 3.3, est réalisé annuellement selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent."

**Constats :**

Lors de l'inspection du 10/12/2025, l'exploitant présente le rapport de mesure des rejets atmosphériques pour 3 lignes du site des Mureaux (rapport n°134663125-001-01 du 26/02/2025, pour une intervention réalisée le 29/01/2025 par l'organisme de contrôle Apave) :

- ligne alcalin n°1
- ligne acide n°2
- ligne acide n°3

L'inspection remarque que l'organisme de contrôle est accrédité par le Cofrac (accréditation n°1-7202, dans un site couvert par l'attestation - Apave exploitation f

France - essais et mesures Ile de France Saint Denis, pour des essais et prélèvements de la qualité de l'air - émissions de sources fixes) et qu'il dispose d'un agrément du ministre chargé des installations classées pour certains paramètres dont :

Agrément 13	mesurage in situ de l'oxygène (O2)
Agrément 14	Mesurage in situ de la vitesse et du débit-volume
Agrément 15	Mesurage in situ de la teneur en vapeur d'eau
Agrément 11	Mesurage in situ des oxydes d'azote (NOx)
Agrément 5 a	Prélèvement sur support (5 a) d'acide fluorhydrique(HF)

et que le laboratoire en charge des analyses (Eurofins) dispose d'un agrément du ministre chargé des installations classées pour certains paramètres dont (l'inspection n'a pas été en mesure de vérifier les agréments du laboratoire, les coordonnées exactes n'étant pas présentées dans le rapport) :

Agrément 5b	Analyse d'acide fluorhydrique (HF)
-------------	------------------------------------

Par ailleurs, l'inspection remarque par sondage que les méthodes de référence mentionnées à l'avis du 16/05/2025 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement sont utilisées par l'organisme de contrôle pour :

- l'acidité/basicité (alcalins) : NF X43-317
- le Chrome total : NF EN 14385
- le Chrome VI : XP X43-136
- le SO2 : NF EN 14791

et que les cyanures (CN-) sont analysés selon une méthode interne M.LAEX.025.

Le rapport indique que les résultats du contrôle précédent réalisé le 12/04/2023 a été pris en compte pour adapter la stratégie de mesurage.

L'inspection remarque que le contrôle ayant été réalisé le 26/02/2025, par un organisme de

contrôle agréé et accrédité la fréquence annuelle de contrôles est respectée et considère que l'exploitant a répondu à la non-conformité relevée lors de l'inspection du 31/01/2024.

Le prochain point de contrôle présente les constats de l'inspection associés au contrôle objet de ce rapport du 26/02/2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Valeurs limites de rejet des effluents de l'atelier traitement de surface

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2011, article 3.2.2 et 3.3

Thème(s) : Risques chroniques, VLE

Prescription contrôlée :

AP du 22/02/2011

Article 3.2.2 Conduits et installations raccordées

N° de conduit	Installations raccordées	Nature des rejets
1	Oxydation anodique : <ul style="list-style-type: none"><li>Dégraissage chimique alcalin</li><li>Dégraissage soude</li></ul>	Effluents alcalins
2	Oxydation anodique : <ul style="list-style-type: none"><li>décapage nitrique,</li><li>oxydation anodique sulfurique</li></ul>	Effluents acides
3	Décapage acide chlorhydrique	Effluents acides

Article 3.3.3 Valeurs limites de rejet des effluents de l'atelier de traitement de surface

" Les rejets issus des installations doivent respecter, avant toute dilution, les valeurs limites fixées ci-dessous.

Le débit des effluents est exprimé en mètres cubes par heure rapportée à des conditions normalisées de température (273,15 degrés K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les concentrations en polluants sont exprimées en unités de masse par mètre cube rapportées aux conditions normalisées et lorsque cela est spécifié, à une teneur de référence en oxygène.

Polluants	Conduit Rejets alcalins Conduit n° 1	Conduit Rejets acides Conduit n° 2	Conduit Rejets acides Conduit n° 3	
-----------	---	---------------------------------------	---------------------------------------	--

	Concentration exprimée en mg/Nm <sup>3</sup>			
Acidité totale exprimée en H		10	10	3fois ½ heure pendant une période représentative du fonctionnement de l'installation
Alcalins, exprimés en OH	0,5			
HF, exprimé en F	2	2	2	
Cr total	1	1	1	
CrVI	0,1	0,1	0,1	
CN (cyanure)			1	
SO2		100		
Nox	100	100	100	

Les valeurs limites d'émission ci dessus sont des valeurs moyennes journalières.

Les mesures, prélèvements et analyses sont effectués selon les normes en vigueur ou à défaut selon les méthodes de référence reconnues.

En fonction des résultats obtenus lors des 2 premières campagnes de mesures réalisées par un organisme agréé, les paramètres faisant l'objet de la surveillance des effluents industriels atmosphériques pourront être revus, sur proposition de l'exploitant et après accord de l'inspection des installations classées. Le seuil de quantification pour la mesure doit être inférieur à la valeur limite réglementaire."

#### Constats :

L'inspection constate par sondage que dans le rapport de mesure des rejets atmosphériques du 26/02/2025 mentionné dans le précédent point de contrôle :

au niveau du rejet "Alcalin n°1", avec en condition de fonctionnement : "trempe de pièces en aluminium dans les bains" il est relevé :

- une alcalinité totale de 0,6 mg/Nm<sup>3</sup> pour une VLE de 0,5 mg/Nm<sup>3</sup>
- une concentration en Chrome VI de 0,4 µg/Nm<sup>3</sup> pour une VLE de 0,1 mg/Nm<sup>3</sup>

L'inspection remarque que l'organisme de contrôle indique que la concentration en Chrome VI est un écart à la VLE. Toutefois, ce point serait à vérifier avec l'organisme de contrôle car la valeur limite indiquée dans l'arrêté préfectoral est 0,1 mg/Nm<sup>3</sup> et pas 0,1 µg/Nm<sup>3</sup> comme indiqué dans le



rapport de l'organisme de contrôle.

Le rapport de contrôle indique avoir comme référence pour les valeurs limites d'émission et les conduits l'arrêté préfectoral n°11-062/DRE du 22/02/2011, toutefois, l'inspection constate par sondage que le rapport ne propose pas de valeurs limites d'émission pour des paramètres réglementés dans l'arrêté préfectoral susmentionné, ou indique des valeurs limites erronées pour certains paramètres, par exemple:

Pour le rejet n°2 - Acide n°2 oxydation et pour le rejet n°3 - Acide n°3 :

- la VLE de 100 mg/Nm<sup>3</sup> n'est pas indiquée dans le tableau des résultats présenté pour le SO<sub>2</sub>
- la VLE de 10 mg/Nm<sup>3</sup> n'est pas indiquée dans le tableau des résultats présenté pour l'acidité totale
- la VLE de 0,5 mg/Nm<sup>3</sup> est indiquée dans le tableau pour l'alcalinité alors que cette VLE ne s'applique pas à ce point de rejet

Pour le rejet n°3 - Acide n°3 :

- la VLE de 1 mg/Nm<sup>3</sup> pour le cyanure n'est pas indiquée dans le tableau.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Conclusions :

L'exploitant doit identifier les causes pouvant conduire aux dépassements des valeurs limites d'émissions des alcalins du conduit n°1 (rejets alcalins).

L'exploitant doit se rapprocher de l'organisme de contrôle ayant réalisé le contrôle des rejets atmosphériques de 2025 afin de revoir le rapport du 26/02/2025 afin que les valeurs limites d'émission de l'arrêté préfectoral soient corrigées dans le rapport, notamment pour le Chrome VI qui n'a pas les bonnes unités pour la VLE.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 4 mois

#### **N° 7 : Fiches de données de sécurité et REACH**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 37 et 66

**Thème(s) :** Produits chimiques, REACH

#### **Prescription contrôlée :**

Règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH).

Article 31

"[...]

6. La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes:

- 1) identification de la substance/du mélange et de la société/l'entreprise;
- 2) identification des dangers;
- 3) composition/informations sur les composants;

- 4) premiers secours;
- 5) mesures de lutte contre l'incendie;
- 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle;
- 7) manipulation et stockage;
- 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle;
- 9) propriétés physiques et chimiques;
- 10) stabilité et réactivité;
- 11) informations toxicologiques;
- 12) informations écologiques;
- 13) considérations relatives à l'élimination;
- 14) informations relatives au transport;
- 15) informations relatives à la réglementation;
- 16) autres informations."

#### Article 37

"[...]

5. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrisevalable des risques identifiés de l'une des façons suivantes:a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises;  
[...]"

#### Article 66

"1. Les utilisateurs en aval qui utilisent une substance conformément à l'article 56, paragraphe 2, adressent une notification à l'Agence dans les trois mois suivant la première livraison de la substance.[...]"

#### Constats :

Lors de l'inspection, l'équipe d'inspection consulte par sondage les fiches de données de sécurité relatives aux produits utilisés dans les activités de traitement de surface du site :

- Bonderite 1200 (contenant du trioxyde de chrome)
- Cyanure de sodium
- Bonderite S-PR (negrovit)
- SurTec 650 (contenant du chrome III).

L'équipe d'inspection remarque que même si l'exploitant a pu fournir l'ensemble des fiches de données de sécurité sollicitées par l'équipe d'inspection, il ne dispose pas d'un accès aisé à ces fiches (téléchargement direct depuis le site du fournisseur uniquement, et/ou récupération de la fds dans un courriel envoyé par le fournisseur lors de la livraison de la commande).

Les constats associés à ces fiches de données de sécurité sont détaillés dans le tableau ci-après :